

Janvier 2014



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

F

Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

VINGT-HUITIÈME SESSION

Tunis (Tunisie), 24-28 mars 2014

RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LES RECOMMANDATIONS DES ORGANES RÉGIONAUX DE LA FAO

Table des matières

- I. Dix-neuvième session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique
- II. Sixième session de la Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien et réunion spéciale *ad hoc* sur la transformation de cet organe
- III. Réunion des secrétaires permanents, des secrétaires généraux et des directeurs de cabinet des ministres chargés des pêches en Afrique sur le thème «Réflexions visant à améliorer la pertinence et l'efficacité du Comité des pêches continentales et de l'aquaculture pour l'Afrique»
- IV. Activités du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est sur la période 2012-2013
- V. Vingt-troisième session de la Commission africaine des statistiques agricoles

Résumé

La FAO est dotée de plusieurs comités et commissions statutaires sectoriels ou thématiques qui constituent des enceintes dans lesquelles les pays de la région Afrique peuvent convenir d'un plan d'action commun ou suggérer des priorités concernant l'appui que la FAO pourrait fournir, et formuler des recommandations à cet égard. Ces organes prêtent des avis quant à la formulation de politiques, dont ils examinent et coordonnent la mise en œuvre au niveau régional. Leurs sessions sont l'occasion d'échanger des informations. Par ailleurs, les comités et commissions, généralement par l'intermédiaire d'organes subsidiaires spéciaux, prêtent des avis sur les pratiques appropriées et les mesures à prendre au sujet de problèmes techniques, et adressent des recommandations adaptées aux membres ainsi qu'aux organes régionaux et internationaux de la FAO dans les domaines susmentionnés.

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj564f

Le présent document fournit une vue d'ensemble des questions soulevées et des recommandations formulées par ces comités et commissions sectoriels ou thématiques pendant l'exercice biennal 2012-2013. Les participants à la Conférence régionale pour l'Afrique souhaiteront peut-être garder ces questions à l'esprit à l'heure d'envisager un plan d'action commun et d'adresser des recommandations à la Conférence et au Conseil de la FAO.

Questions portées à l'attention de la Conférence régionale

La FAO définit l'agriculture au sens large comme englobant les autres secteurs liés aux ressources naturelles, notamment l'aquaculture, la pêche et la foresterie, et la Conférence régionale pour l'Afrique est l'organe régional de la FAO chargé de déterminer les orientations en matière agricole. Compte tenu de ces éléments et de la contribution que les ressources naturelles et des statistiques fiables apportent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, la Conférence régionale est invitée à consacrer, à ses sessions futures, au moins un point aux questions relatives aux ressources naturelles et un aux statistiques.

Étant donné que la FAO vise à renforcer sa gouvernance en matière de statistiques, notamment en mettant fortement l'accent sur la gouvernance externe, la Conférence régionale est invitée à approuver la recommandation de la vingt-troisième session de la CASA, qui porte sur la création d'une commission mondiale des statistiques agricoles que l'on chargera: i) d'améliorer la coordination et la normalisation des activités et des recommandations émanant des commissions et organes régionaux; ii) de mettre à disposition une enceinte mondiale permettant aux représentants des pays d'examiner et d'approuver les travaux normatifs, notamment méthodologiques; iii) de créer un processus de révision par des pairs concernant les données publiées et les méthodologies utilisées par la FAO.

RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LES RECOMMANDATIONS DES ORGANES TECHNIQUES DE LA FAO

I. DIX-NEUVIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE

1. La Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (CFFSA) a tenu sa dix-neuvième session à Windhoek (Namibie) du 30 septembre au 4 octobre 2013. Étaient présents 163 représentants de 23 États Membres, trois représentants du système des Nations Unies, ainsi que des observateurs de 25 organisations intergouvernementales et internationales non gouvernementales. La session s'est déroulée concomitamment à la troisième Semaine des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (SFFSA).
2. La Commission a élu un bureau composé d'un président (Namibie), de trois vice-présidents (Côte d'Ivoire, République-Unie de Tanzanie et Algérie) et d'un rapporteur (Gabon).
3. La Commission a délibéré sur nombre de questions importantes intéressant les forêts et les espèces sauvages en Afrique, et a formulé plusieurs observations qui sont détaillées dans les paragraphes ci-après.
4. La Commission a reconnu que le secteur de la foresterie apportait une contribution importante à la sécurité alimentaire en Afrique et s'est félicitée des efforts consentis par la FAO afin d'améliorer cette contribution. Plus particulièrement, elle a signalé combien il était nécessaire de s'appuyer sur le programme sous-régional relatif aux forêts au service de la sécurité alimentaire qui est en cours d'élaboration sous l'égide de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) ainsi que sur le Plan de convergence ayant trait aux forêts d'Afrique de l'Ouest, récemment adopté à l'instigation du comité ministériel de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) chargé de la foresterie et des espèces sauvages.
5. La Commission s'est penchée sur les questions du braconnage et du commerce de la viande de brousse en Afrique, ainsi que sur leurs conséquences écologiques, économiques et sociales, leurs principaux moteurs et les solutions possibles. Elle a reconnu l'importance de ces questions, en particulier leur lien avec le conflit entre l'homme et la faune sauvage. Elle a insisté sur le fait qu'il fallait trouver des solutions aux problèmes posés.
6. S'agissant des difficultés à évaluer correctement la contribution des forêts et des espèces sauvages au développement économique, et leurs répercussions sur la mobilisation de ressources financières suffisantes au profit de la gestion durable de ces deux secteurs, la Commission a estimé qu'il était nécessaire de renforcer les capacités des États Membres quant à l'évaluation des services écosystémiques et à sa prise en compte systématique dans les décisions concernant la planification et les finances au niveau national.
7. La Commission a reconnu que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale étaient un outil précieux pour ce qui était d'améliorer la gouvernance des régimes fonciers et de renforcer la planification de l'utilisation des terres dans les pays africains.

8. La Commission a débattu du Cadre stratégique de la FAO, qui a guidé la formulation du Plan à moyen terme 2014-2017 et du Programme de travail et budget 2014-2015. Elle a pris note des cinq nouveaux objectifs stratégiques et a proposé d'inclure les questions essentielles relatives à la foresterie et aux espèces sauvages dans l'élaboration de plans d'action à tous les niveaux.

9. Seuls 13 des 47 Membres avaient transmis des rapports sur les mesures prises afin de mettre en œuvre les recommandations formulées à la dix-huitième session et, sur ces 13 États, trois avaient mis en œuvre toutes les recommandations. La Commission a donc invité ses Membres à continuer à présenter leurs rapports nationaux afin que l'on puisse élaborer un rapport régional plus complet.

10. La Commission a indiqué que, pour faire mieux connaître la contribution des forêts et des espèces sauvages à la sécurité alimentaire et au développement économique en Afrique, il était nécessaire de sensibiliser les communautés à la valeur ajoutée qui peut être associée aux produits forestiers et à la contribution de ces derniers au produit intérieur brut (PIB), de se concentrer sur la gestion forestière à base communautaire, d'améliorer la visibilité des services écologiques rendus par les forêts, et de chercher à obtenir un engagement politique pour ce qui était de réinvestir les revenus du secteur dans la gestion durable.

11. La Commission a fait part de ses préoccupations quant au recul de l'appui à l'éducation sur la foresterie et les espèces sauvages en Afrique. Elle a appelé à prendre des mesures visant à accroître cet appui afin de renforcer les capacités nécessaires à la gestion du secteur.

12. Compte tenu des débats en cours sur les objectifs de développement pour l'après 2015, la Commission a recommandé aux Nations Unies de fixer un objectif de développement durable spécifique aux forêts, qui engloberait les questions relatives aux forêts comme les espèces sauvages, les autres terres forestières, les arbres hors forêt et les montagnes. Elle a aussi invité les autres organes chargés de la foresterie et des domaines connexes sur le continent africain et dans les autres régions du monde à appuyer la mise en œuvre de cette recommandation.

13. Le Congrès forestier mondial (CFM) se tiendra pour la première fois en Afrique, plus précisément à Durban (Afrique du Sud), du 7 au 11 septembre 2015. La Commission a invité tous les États Membres à aider l'Afrique du Sud à respecter cet engagement.

14. Enfin, la Commission a adressé des recommandations spécifiques à la Conférence régionale pour l'Afrique, telles que détaillées ci-après.

15. La Commission:

- i. a invité la Conférence régionale pour l'Afrique à travailler en étroite collaboration avec la FAO de façon à renforcer les partenariats avec les organisations sous-régionales d'intégration économique en Afrique et les États Membres, et à favoriser un équilibre entre la conservation des forêts et l'expansion des terres agricoles, compte tenu de la contribution cruciale que les forêts et les espèces sauvages apportent à la sécurité alimentaire dans la région;
- ii. a invité la Conférence régionale à aider la FAO à partager davantage de connaissances sur le rôle de la foresterie dans le développement rural, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté moyennant la promotion de la gestion durable des forêts et des espèces sauvages au niveau national, la lutte contre l'exploitation forestière illégale

- et les autres pratiques illicites comme le trafic transfrontière, ainsi qu'une collaboration public-privé qui empêcherait tout accaparement de terres;
- iii. a invité la Conférence régionale à soutenir la FAO dans ses efforts visant à fixer un objectif de développement durable lié aux forêts afin de veiller à la présence continue et renforcée de ce secteur dans les objectifs de développement plus larges;
 - iv. a exhorté les organisations, initiatives et programmes régionaux à prêter une assistance à la région afin de permettre une participation large au quatorzième CFM;
 - v. a recommandé que les questions relatives à la foresterie et aux espèces sauvages fassent partie des points traités lors des conférences régionales pour l'Afrique.

16. La Tanzanie a proposé d'accueillir la vingtième session de la Commission en 2015.

17. États Membres:

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.

18. Les documents de la dix-neuvième session de la CFFSA sont disponibles sur le site internet de la Commission, à l'adresse suivante: www.fao.org/forestry/afwc.

II. SIXIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES PÊCHES POUR LE SUD-OUEST DE L'Océan Indien ET RÉUNION SPÉCIALE *AD HOC* SUR LA TRANSFORMATION DE CET ORGANE

19. La sixième session de la Commission des pêches pour le sud-ouest de l'océan Indien (CPSOOI) s'est tenue à Flic-en-Flac (Maurice) du 8 au 11 octobre 2012. Étaient présents des représentants de neuf États Membres et des observateurs de sept organisations et projets intergouvernementaux et internationaux non gouvernementaux.

20. La Commission s'est félicitée des travaux réalisés depuis sa cinquième session. Elle a pris note du rapport du Comité scientifique sur les stocks pleinement exploités et surexploités qu'il était nécessaire de mieux gérer ainsi que sur les stocks que l'on pouvait utiliser de façon plus judicieuse, et a demandé aux délégués d'informer les autorités des tendances actuelles. Elle a examiné les propositions découlant d'une évaluation de son fonctionnement et a demandé que des informations supplémentaires soient présentées lors d'une réunion spéciale *ad hoc* visant à déterminer s'il convenait de transformer la CPSOOI en un organe relevant de l'article XIV et de revoir le règlement intérieur de la structure existante, régie par l'article VI.

21. La Commission a noté l'ampleur de la mise en œuvre de l'approche fondée sur l'écosystème en matière de pêche et s'est engagée à adopter cette approche en tant que cadre global pour la gestion des pêches dans sa zone de compétence. Elle a approuvé la création d'un groupe de travail sur la coopération dans le secteur de la pêche au thon, a entériné des projets visant à renforcer la gouvernance, à partager la croissance et à appuyer la gestion des pêches fondée sur les droits, et a approuvé un programme de travail à suivre jusqu'à sa prochaine session. Enfin, la Tanzanie a été élue à la présidence et Madagascar et Maurice à la

vice-présidence de la Commission. Ils sont appelés à diriger cet organe entre les sessions et lors de la septième session, qui se tiendra en Tanzanie en 2014.

22. Une réunion spéciale *ad hoc* de la CPSOOI s'est tenue à Dar-es-Salaam (Tanzanie) les 27 et 28 février 2013. Étaient présents des représentants de 11 États Membres et des observateurs de 12 organisations et projets intergouvernementaux et internationaux non gouvernementaux.

23. La Commission a approuvé à l'unanimité la proposition du Mozambique, qui a souhaité accueillir le Secrétariat de la CSPOOI sous sa forme actuelle, et a fait part de son accord de principe sur le lancement d'un processus de négociation concernant la création d'un organe relevant de l'article XIV en remplacement de la Commission existante. En outre, elle a insisté sur le fait qu'il était nécessaire que cet organe dispose d'un mandat de gestion tenant compte, entre autres, de la biodiversité, de l'approche fondée sur l'écosystème et du changement climatique. Elle a remis à plus tard certains changements que l'on avait suggéré d'apporter au règlement intérieur en vigueur dans l'attente d'un examen à venir.

24. Enfin, elle est convenue de charger l'Institut kenyan de recherche sur la pêche marine de l'administration des données et informations produites dans le cadre du projet de la CSPOOI et de créer un comité directeur destiné à gérer une subvention de la Banque mondiale au profit de la gestion des pêches fondée sur les droits.

25. États Membres:

Afrique du Sud, Comores, France, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Seychelles, Somalie, Yémen.

26. Des documents concernant les différentes commissions sur les pêches sont disponibles aux adresses suivantes: www.fao.org/fishery/rfb/swiofc/en et www.fao.org/fishery/rfb/cifaa.

III. RÉUNION DES SECRÉTAIRES PERMANENTS, DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ET DES DIRECTEURS DE CABINET DES MINISTRES CHARGÉS DES PÊCHES EN AFRIQUE SUR LE THÈME «RÉFLEXIONS VISANT À AMÉLIORER LA PERTINENCE ET L'EFFICACITÉ DU COMITÉ DES PÊCHES CONTINENTALES ET DE L'AQUACULTURE POUR L'AFRIQUE»

27. La réunion s'est tenue au Cap (Afrique du Sud) les 26 et 27 mars 2012, en marge de la sixième session du Sous-Comité de l'aquaculture du Comité des pêches de la FAO. Elle a accueilli 30 participants, dont des secrétaires permanents, des secrétaires généraux et des directeurs de cabinet (ou leurs représentants) de ministres chargés de la pêche de 16 États Membres du Comité des pêches continentales et de l'aquaculture pour l'Afrique (CPCAA), ainsi que des observateurs de deux États Membres de la FAO et de cinq organisations intergouvernementales.

28. Le CPCAA a obtenu des résultats importants depuis 40 ans mais, aux dernières sessions, la participation a été décevante et sporadique, et la représentation a été faible et inconsistante. Afin de remédier à ces problèmes, le CPCAA a suggéré à sa seizième session que son rôle et son fonctionnement en tant qu'organe régional des pêches soient réexaminés. La FAO a donc procédé à un examen au cours duquel elle s'est penchée sur les informations générales relatives au CPCAA et a décrit la mutation que subissent actuellement le rôle des organes régionaux des pêches et les arrangements en vigueur aussi bien dans le contexte international qu'au sein de l'Organisation, en particulier depuis une vingtaine d'années.

29. L'objectif de la réunion était de prendre connaissance de cet examen en vue de recueillir auprès des participants de nouvelles propositions, suggestions et recommandations qui permettraient de prendre une décision optimale au sujet du rôle futur et de l'amélioration de la performance du CPCAA, ainsi que toute autre orientation nécessaire.

30. Les Membres ont noté une fois de plus que les sessions du CPCAA, à en juger en particulier par les plus récentes, se caractérisaient par une participation de moins en moins nombreuse et de nature sporadique et par un faible niveau de représentation. De plus, le CPCAA était confronté à des restrictions financières qui l'empêchaient de fonctionner de façon efficace.

31. Les Membres ont adressé des recommandations pertinentes à la Conférence régionale pour l'Afrique:

- i. le CPCAA a contribué à développer la pêche continentale et l'aquaculture dans ses États Membres, il ne doit donc pas être démantelé;
- ii. toutefois, il est nécessaire de réformer cet organe pour remédier à ses déficiences et lacunes institutionnelles, améliorer sa visibilité et mieux l'adapter à l'évolution des besoins et de la situation en Afrique;
- iii. le CPCAA a demandé que les démarches en cours visant à le réformer soient évoquées à la Conférence régionale pour l'Afrique par le Président du Comité et à la prochaine Conférence des ministres africains de la pêche et de l'aquaculture afin de recueillir des orientations supplémentaires auprès de ces ministres;
- iv. les membres du CPCAA doivent renforcer leur engagement politique afin d'assurer la viabilité du Comité.

IV. ACTIVITÉS DU COMITÉ DES PÊCHES POUR L'ATLANTIQUE CENTRE-EST SUR LA PÉRIODE 2012-2013

32. La vingtième session du Comité des pêches pour l'Atlantique Centre-Est (COPACE) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 14 au 16 mars 2012 et la sixième session de son Sous-Comité scientifique a eu lieu à Accra (Ghana) du 7 au 9 septembre 2011.

33. Étaient présents des représentants de neuf Membres du Comité et des observateurs de plusieurs organisations intergouvernementales et projets régionaux.

34. Le Comité a examiné et approuvé le rapport du Sous-Comité scientifique et a formulé des recommandations sur la manière de renforcer ses travaux, notamment en améliorant l'adhésion des décideurs aux recommandations. Par ailleurs, il a reconnu combien il était important de veiller à la participation de tous les pays au Sous-Comité scientifique et aux groupes de travail qui y sont associés.

35. Le Comité a examiné les conclusions de l'examen portant sur sa performance technique, qui a abouti à plusieurs recommandations concernant la manière dont on pourrait renforcer et rendre plus efficaces les travaux du COPACE. Il a approuvé nombre de ces recommandations, qui concernaient des questions extrêmement diverses, notamment: la zone relevant de la Convention; la faible participation des Membres à certaines réunions du COPACE et la révision éventuelle de la composition du Comité (certains pays pratiquant la pêche en eaux lointaines ne sont membres que pour des raisons historiques); la nécessité d'un appui

technique et financier constant de la part de la FAO et des pays, y compris le déploiement actif d'efforts collectifs visant à assurer le financement extrabudgétaire; la coordination améliorée avec les différents organes et projets régionaux et sous-régionaux, y compris les communautés économiques régionales (CER); la nécessité de mettre à jour les statuts du COPACE afin d'y intégrer les concepts modernes liés à la gestion des pêches; la nécessité d'améliorer la mise à disposition de données, notamment d'informations biologiques sur les espèces capturées.

36. Le Comité a noté qu'il convenait de considérer le rapport comme le début et non la fin du processus car il avait pour objectif d'amorcer un débat auquel devaient faire suite des mesures concrètes qu'il prendrait lui-même en vue d'améliorer son fonctionnement. Dans ce contexte, il est convenu que le Secrétariat devait élaborer un plan d'action pour traiter les différentes recommandations, document qui serait examiné par les Membres du COPACE.

37. Entre 2012 et 2014, plusieurs groupes de travail techniques du COPACE se sont réunis, conformément aux recommandations de la vingtième session. Ils ont fourni des informations sur la situation des stocks et des pêches dans la zone de compétence de cet organe. Des progrès ont été réalisés en matière de rapports grâce à la mise à disposition de notes d'information du Système de surveillance des ressources halieutiques concernant les pays de la zone COPACE. On continue d'actualiser chaque année la base de données du COPACE sur les statistiques de capture et on a effectué des avancées quant aux notes d'information susmentionnées. Cependant, aucun sous-comité scientifique ne s'est réuni depuis 2011. Les résultats techniques obtenus n'ont donc pas été débattus ni approuvés par l'intermédiaire du mécanisme officiel. La situation s'explique notamment par l'absence de Secrétaire par intérim du Comité depuis octobre 2012, qui ralentit la mise en œuvre des travaux du COPACE, y compris les recommandations de la vingtième session dans leur ensemble et celles découlant de la revue des performances.

38. Membres: *Angola, Bénin, Cameroun, Cap-Vert, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Espagne, États-Unis d'Amérique, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Italie, Japon, Libéria, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République démocratique du Congo, Roumanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Union européenne.*

39. Des documents concernant le COPACE sont disponibles à l'adresse suivante: www.fao.org/fishery/rfb/cecaf/en.

V. VINGT-TROISIÈME SESSION DE LA COMMISSION AFRICAINE DES STATISTIQUES AGRICOLES

40. La vingt-troisième session de la Commission africaine des statistiques agricoles (CASA) s'est tenue à Rabat (Maroc) du 4 au 7 décembre 2013. Étaient présents 31 délégués des États Membres de la CASA, ainsi que des observateurs de 10 institutions nationales, régionales et internationales. Au total, 91 participants étaient inscrits et ont assisté à la session. La Commission a élu un bureau composé d'un président (Maroc), d'un vice-président (Rwanda) et de deux rapporteurs (Cameroun et Ouganda).

41. La Commission s'est penchée sur nombre de questions importantes relatives aux statistiques agricoles en Afrique et sur les travaux de la FAO dans ce domaine. Elle a formulé des observations, telles que détaillées plus loin.

42. La Commission a été informée de la récente décision de renforcer la gouvernance des statistiques à la FAO, notamment de la création du poste de Statisticien en chef et du Groupe de travail interdépartemental pour la coordination des activités statistiques au sein de l'Organisation et du Groupe consultatif international de la FAO pour les statistiques, qui doivent servir d'enceintes où l'on communiquera des orientations, procèdera à des révisions par les pairs et formulera des recommandations sur les priorités en matière de statistiques, les pratiques optimales quant à la compilation, l'analyse et la diffusion de données, et la conception et la mise en œuvre des principaux projets et programmes de renforcement des capacités menés par la FAO dans le domaine des statistiques. Lorsqu'elle s'est penchée sur les nouveaux cadres stratégiques de la FAO concernant la planification et la gestion axées sur les résultats, la Commission a pris note du rôle important que jouaient les statistiques à l'heure d'établir des priorités en s'appuyant sur des éléments concrets et de fournir des indicateurs objectifs permettant de mesurer la progression vers la concrétisation des buts fixés et d'apprécier à sa juste valeur la participation des nouveaux organes de gouvernance statistique à l'accomplissement de cette mission.

43. En se fondant sur le rapport de la FAO relatif à ses travaux menés dans le domaine des statistiques depuis la vingt-deuxième session, y compris le programme de terrain, le renforcement des capacités, les publications et la collecte de données issues des pays, la Commission a adopté les recommandations visant à améliorer la collecte et la diffusion de données sur l'agriculture et la sécurité alimentaire au sein de l'Organisation.

44. Après avoir examiné les conclusions et recommandations de la réunion consultative préalable sur CountrySTAT (Casablanca, 1^{er}-3 décembre 2013), dont les participants ont débattu des principales réalisations, des innovations adoptées, des pratiques optimales et de la vision concernant l'avenir de CountrySTAT, de nombreux Membres ont fait part de leur intérêt pour la création d'une plateforme CountrySTAT. La Commission a adopté nombre des recommandations formulées lors de la réunion, recommandations qu'il est prévu d'appliquer au cours des deux prochaines années.

45. La Commission s'est également penchée sur les conclusions et recommandations d'un atelier préalable sur les émissions de gaz à effet de serre et leur atténuation (1^{er}-3 décembre 2013). Les participants à cet atelier se sont concentrés sur les moyens d'aider les États Membres d'Afrique à surmonter les lacunes en matière de données et les obstacles institutionnels auxquels ils sont confrontés afin d'améliorer la collecte de statistiques agricoles concernant le Programme relatif aux inventaires nationaux de gaz à effet de serre et la planification du changement climatique. La Commission a adopté de nombreuses recommandations intéressant le renforcement des travaux dans le domaine visé.

46. La Commission est convenue qu'il fallait continuer à procéder aux recensements agricoles dans le cadre d'un programme intégré de recensement et d'enquête en adoptant une approche modulaire et en réalisant des enquêtes thématiques entre les recensements. Elle a recommandé d'utiliser davantage les nouveaux outils liés aux technologies de l'information comme l'entretien individuel assisté par ordinateur, le système mondial de localisation (GPS) et la télédétection.

47. Compte tenu du bilan de la FAO sur les tendances en matière de sous-alimentation dans le monde, des résultats du suivi mondial de l'insécurité alimentaire et des défis qu'il restait à relever afin d'atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement 1c et l'objectif du

Sommet mondial de l'alimentation, la Commission, à l'issue de ses délibérations, a formulé de nombreuses recommandations pertinentes à l'intention des Membres et de la FAO.

48. Toutefois, on considère que les recommandations suivantes méritent particulièrement l'attention de la Conférence régionale.

49. À sa vingt-troisième session, la Commission:

- i. a recommandé à la FAO de créer une commission mondiale sur les statistiques agricoles afin: a) d'améliorer la coordination et la normalisation des activités et des recommandations émanant des commissions et organes régionaux; b) de mettre à disposition une enceinte mondiale permettant aux représentants des pays d'examiner et d'approuver les travaux normatifs, notamment méthodologiques; c) de créer un processus de révision par des pairs concernant les données publiées et les méthodologies utilisées par la FAO;
- ii. a estimé qu'il était possible d'améliorer les faibles taux de réponse des pays aux questionnaires de la FAO grâce aux mesures suivantes: i) choix et désignation de points focaux au niveau national; ii) amélioration des mécanismes de coordination avec la stratégie nationale sur les statistiques; iii) organisation de formations et d'ateliers spécifiques traitant des questions relatives aux données; iv) mise au point et utilisation de nouvelles technologies de partage des données, comme les questionnaires en ligne, les interfaces de programmation (API) et les formats d'échange de données et de métadonnées statistiques (SDMX);
- iii. a suggéré aux pays de considérer CountrySTAT comme la plateforme recommandée en matière d'intégration, de gestion et de diffusion des statistiques officielles relatives à l'alimentation et à l'agriculture; a encouragé les pays où CountrySTAT n'était pas encore disponible à le mettre en place et à en faire une plateforme standard;
- iv. s'est félicitée des efforts déployés afin de mobiliser des fonds et de mettre en œuvre les trois composantes du Plan d'action pour l'Afrique de la Stratégie mondiale; a recommandé d'accélérer la mise en œuvre et a encouragé le recours accru aux institutions sous-régionales à cet égard, en accord avec leurs capacités respectives et les fonds dont chacune dispose.

50. États Membres:

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zambie, Zimbabwe.

51. Les documents afférents à la vingt-troisième session de la CASA sont disponibles aux adresses suivantes: <http://www.fao.org/economic/ess/ess-events/afcas/afcas23/en/>;
<http://www.fao.org/economic/ess/ess-events/afcas/afcas23/fr/>.